



Thinking Africa

NOTE DE RECHERCHE

THABO MBEKI ET LES PREMICES D'UN HEGEMONISME SUD AFRICAIN SUR LE CONTINENT 1999-2002

Par Yannick Moise EFFOSSOU
yeffossou@yahoo.fr

.....
Yannick Moise EFFOSSOU a un Master 2 en Histoire Contemporaine et prépare actuellement un doctorat à Sciences Po Aix sur l'intrusion des mercenaires et des sociétés militaires privées dans les conflits et les guerres civiles en Afrique australe.

Il a produit des travaux sur le retour de l'Afrique du Sud dans le concert des nations africaines (1994-2002) en 2010.

Dans cette même veine, en 2014, ses écrits ont porté sur la politique de déstabilisation de Pretoria à l'égard de ses voisins d'Afrique australe (1975 – 1990)

MOTS-CLEFS

Diplomatie, hégémonie, relation sud sud, Realpolitik, Nouvelle Afrique du Sud.

RÉSUMÉ :

L'arrivée de Thabo Mbeki au pouvoir en 1999 a impulsé une dynamique à la politique étrangère sud-africaine, notamment à travers un repositionnement marqué sur le continent africain. Ainsi, le rôle joué par l'Afrique du Sud dans l'élaboration du NEPAD et la création de l'Union Africaine en a fait un acteur d'avant-garde de la promotion d'un nouvel ordre africain. Cependant, l'effervescence de son activité diplomatique ajoutée à sa forte poussée commerciale seront contraintes dans leurs ambitions par les résistances des tenants de l'ordre ancien et par une capacité d'action limitée.

PROBLÉMATIQUE

Qu'est ce qui justifie l'évolution singulière en matière diplomatique de Pretoria sous Thabo MBEKI ?

Quelles sont les caractéristiques de ce nouveau visage de la diplomatie sud-africaine ?

CONTEXTE

En 1997, celui qui a été le premier noir à être à la tête de l'Afrique du Sud, pour des raisons de santé se retire des fonctions gouvernementales courantes. Thabo MBEKI, vice-président de l'époque assure l'intérim jusqu'à la prochaine élection présidentielle de 1999, qu'il remporte haut les mains. Avec un bilan extrêmement mitigé sur les promesses faites au peuple sud-africain (surtout noir), cet homme pragmatique, disciple des canons libéraux va amorcé une politique extérieure qui aura pour but inavoué le rayonnement internationale, l'accroissement du commerce extérieure et l'amélioration du niveau de vie des populations noires d'Afrique du Sud.

INTRODUCTION

Dès la fin de l'apartheid¹, les autorités de la Nouvelle Afrique du Sud²(NAS), vont faire montre d'une révolution dans leur politique africaine, qui va rapide-

1. Archives diplomatique de Nantes carton 551 PO/B/31. *Affaires militaires et politiques. Rapport de troubles sociaux N 45/AL du 29 janvier 1962 ...Politique de ségrégation raciale (développement séparé 1948 - 1990), conduite par la minorité blanche d'Afrique du Sud à l'encontre de la majorité noire*

2. La prestation de serment de Mandela le 10 mai 1994 comme premier Président noir d'Afrique du Sud, marque la naissance d'une Nouvelle Afrique du Sud avec des idéologies et des visions à l'opposées de celle de l'apartheid

ment replacer le pays à une place de choix en Afrique. Basant cette politique africaine sur la défense des droits humains, l'Afrique du Sud de Nelson Mandela, guidée par ses principes idéalistes et moralistes, va œuvrer à la résolution de bon nombre de conflits sur le continent, notamment dans les Grands Lacs³.

Cette politique africaine évoluant avec le temps va s'adapter au contexte politique africain en perpétuelle mutation et connaître une évolution, passant ainsi de l'idéalisme d'un mouvement de libération aux réalités du pouvoir d'un gouvernement. Cet aspect des choses va s'accroître avec le retrait de Mandela, en 1997, des fonctions gouvernementales courantes. Son remplacement à la tête de l'exécutif national par le pragmatique Thabo Mbeki va impulser une dynamique autre à la diplomatie prétorienne qui sera marquée par un repositionnement pointu sur le continent. Ce dernier sera caractérisé surtout par le rôle que la nation arc-en-ciel jouera dans l'élaboration du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et de l'Union Africaine (UA), qui fait de l'Afrique du Sud un acteur d'avant-garde de la promotion d'un nouvel ordre africain. Cependant, les ambitions de Pretoria seront contraintes par une résistance farouche des tenants de l'ordre ancien.

Autant d'aspects qui seront développés tout au long de cet article



Source: AGNELY(S) et BATTRAN(J), *Beauté du monde; L'Afrique australe*, Paris, Librairie Larousse, 1980,53p

3. Pierre François GONIDEC, *Afrique du Sud: une nouvelle politique extérieure*, in *Afrique Contemporaine*, N° spécial, 4^e Trimestriel, 1997, p.184

A. MISE EN PLACE DES BASES DE LA "REALPOLITIK"

Dès la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud est considérée comme le « poids lourd » de la région australe du continent africain. De retour dans la communauté des États démocratiques, elle entend être à l'avant-garde d'une nouvelle dynamique visant à démarginaliser le continent sur la scène internationale.

I. L'AFRIQUE DU SUD ET LA "RENAISSANCE AFRICAINE"

L'Afrique du Sud a rapidement adopté la rhétorique de la rédemption et de la responsabilité de ce pays envers ceux qui souffrent sous la forme du concept de « renaissance africaine ». C'est en cela qu'à la faveur de l'adhésion de son pays à l'Organisation de l'Union africaine (OUA) à Tunis en 1994, Nelson Mandela, premier président noir, pouvait affirmer que : « L'Afrique du Sud ne peut être un îlot de prospérité dans une mer de misère », lançant ainsi le concept de renaissance africaine.⁴

Ce concept, initialement destiné essentiellement à l'électorat noir de l'Afrique du Sud, a été repris et étoffé par son successeur Thabo Mbeki et veut marquer une volonté africaine de prendre en main le destin du continent : avec le soutien, certes indispensable de la communauté internationale, mais en proposant des solutions africaines aux problèmes africains. Dans cette démarche de responsabilisation, le continent accepte d'assumer une part de responsabilité dans ses drames, et se veut acteur, plus que spectateur de la mondialisation.

Ce courant de pensée qui se développe et se médiatise plus autour de la personne de Thabo Mbeki repose sur la conviction que le continent africain possède les ressources nécessaires à son développement, qu'il est possible de lutter contre les fléaux qui le minent et que la corruption peut être enrayerée à condition de favoriser l'instauration ou le renforcement des structures démocratiques.

Dans cette perspective, l'Afrique du Sud tient une place de choix, un rôle particulier selon Thabo Mbeki pour qui la renaissance du continent doit être régie et guidée par le miracle sud-africain.⁵ Ainsi avance-t-il : « L'Afrique du Sud est en raison de sa base économique *relativement solide et de son autorité morale, le pays le mieux placé pour conduire le continent africain vers la renaissance* ». De même, si « l'Afrique

lutte pour l'émergence d'une nation africaine dynamique et pour conduire le continent hors de l'abîme » alors « *l'Afrique du Sud... est le seul pays à même de mener à terme un tel projet de renaissance de l'Afrique* »⁶

Le discours sud-africain sur la renaissance africaine qui, conjugue à la fois tradition et modernité, rêves révolutionnaires et intégration à la mondialisation libérale, libéralisation du continent noir, nationalisme sud-africain et exigences du néolibéralisme, tend à faire de ce pays un point de convergence, le centre d'un réseau économique et des relations sociales à partir duquel le continent pourra émerger et se développer.

II. AMORCE DE L'HÉGÉMONISME DE LA NOUVELLE AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud a toujours entretenu d'étroites relations avec ses voisins. La diplomatie prétorienne sous Thabo Mbeki ne va pas déroger à cette règle. Bien au contraire, elle va, par la dépendance économique sournoise dans laquelle elle va engluier les nations de son bloc régional et par l'agressivité de son système commercial extérieur lancé à la conquête du continent, susciter des tensions et des inquiétudes parmi ses pairs africains.

a. En Afrique australe

La zone d'échange économique de l'Afrique australe ressemble aujourd'hui, pour l'Afrique du Sud, à un confortable pré-carré. Les relations économiques privilégiées que l'Afrique du Sud entretient avec ses voisins s'inscrivent dans les organisations régionales qu'elle domine largement.

Relations privilégiées avec ses voisins directs d'abord, comme la Namibie, le Botswana et les États enclavés du Lesotho et du Swaziland. Ces quatre pays forment avec la nouvelle Afrique du Sud, la Southern African Customs Union (Union Douanière d'Afrique Australe-(SACU)⁷, dont l'objectif est d'abolir les droits de douane entre les pays membres. L'organisation constitue en fait un marché captif entièrement dominé par l'Afrique du Sud, qui représente 90 du PNB de l'ensemble et lui dicte sa politique commerciale : les capitaux sud-africains contrôlent par ailleurs les mines de diamants et d'uranium namibiennes ou encore celles du deuxième producteur de diamant, le Botswana. Les fonds d'Afrique du Sud tiennent également des pans entiers des économies de ces pays,

4. François LAFARGUE, *Géopolitique de l'Afrique du Sud*, Paris, complexe, 2005, p. 85

5. Hien MARAIS, *Les ambivalences du projet sud-africain de renaissance africaine, ses penseurs et ses détracteurs*, in *Alternatives Sud*, N° 4, Volume X, 2003, p. 179

6. Hien MARAIS, *ibid*

7. Fondée en 1910, elle regroupe l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, le Swaziland et la Namibie.

dont la dépendance se manifeste dans de multiples secteurs : approvisionnement en produits alimentaires, en produits manufacturés, ou encore sur le plan monétaire. Avec l'intégration de la Namibie, du Lesotho et du Swaziland dans la zone monétaire commune «Common Monetary Area» (CMA) ⁸, l'indexation de leur monnaie sur le rand⁹, la soumission dont ces nations font l'objet quant à la politique monétaire de Pretoria et surtout le taux de change qui leur est imposée par la Banque Centrale d'Afrique du Sud, ces pays en sont réduits à l'état de quasi-colonies.

Les relations avec le Zimbabwe et le Mozambique, si elles sont plus récentes, n'en sont pas moins intenses. Elles s'inscrivent dans le cadre de la Southern Africa Development Coordination Conference, Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)¹⁰ qui regroupe 200 millions d'habitants. La SADC a pour but l'accélération de la croissance économique de la région, notamment avec l'instauration d'une zone de libre-échange entre les membres. Initialement créée en 1980 sous le nom de Southern African Development Coordination Conference (SADCC)¹¹ par neuf États d'Afrique australe qui cherchaient à réduire leur dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud ségrégationniste, la SADC est devenue un organe de coopération régionale fort de quinze pays. Deux ans après sa création en 1992, elle a accueilli la République d'Afrique du Sud, lorsqu'il est apparu qu'elle n'avait pas les moyens de lui faire contrepoids autrement qu'en l'intégrant à part entière. Il est d'ailleurs significatif qu'à l'époque, l'organisation a cru devoir prévenir qu'elle ne tolérerait aucun hégémonisme de la part du plus récent de ses membres, fut-il celui d'un gouvernement démocratique post-apartheid.

Mais le poids économique de la nouvelle Afrique du Sud (80 % de l'économie de la SADC) induit un fort déséquilibre, notamment dans le domaine alimentaire. Ainsi, 90 % des importations du Swaziland et 70 % de celle de la Zambie, du Zimbabwe ou du Malawi

8. CMA comprend les mêmes membres que la SACU à l'exception du Botswana.

9. Philippe HUGON, *L'Afrique du Sud et l'intégration régionale à la lumière des théories du régionalisme*, in *Afrique Contemporaine, N° spécial, 4e trimestre 1997*, p. 118

10. Créée en 1992, cette association comprend l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud, la Namibie, l'île Maurice, la RDC, le Madagascar et les Seychelles.

11. Mis sur pied en 1980, cette dernière comprenait neuf pays à savoir : l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

proviennent du pays de Mandela. Et si la SADC lui permet aussi d'augmenter ses exportations de biens manufacturés, l'Afrique du Sud s'approvisionne très peu chez ses partenaires (ses exportations représentent le quintuple de ses importations).

L'Afrique du Sud attire prioritairement les investissements étrangers, qui regardent peu au-delà, si ce n'est pour des opérations à haute intensité de main-d'œuvre (le salaire moyen en Afrique du Sud est plus du double de celui de ses voisins) et dans le domaine minier. Et même dans ce cas, la qualité des infrastructures de l'Afrique du Sud joue le rôle d'aimant et en fait une base arrière privilégiée pour l'assaut des marchés régionaux.¹²

b. Sur le reste du continent.

Une des actions caractérisant les intentions cachées de l'hégémonisme sud-africain se perçoit dans le fait qu'elle ne se limite plus désormais à son environnement géographique immédiat, mais se montre très active sur des crises plus lointaines (Côte d'Ivoire, Comores, Sahara Occidental, Soudan, Éthiopie, Erythrée, Sierra Leone, Liberia)¹³. Cette extension de son champ d'intervention la met d'ailleurs au contact avec d'autres pays aspirant à jouer un rôle de médiateur, tel que le Gabon, le Nigéria et la Libye. Ces contacts peuvent être une source de concurrence, comme avec la Libye sur la question du Darfour ou, tout du moins, de divergence sur le degré de pression à exercer sur les parties belligérantes ainsi qu'on a pu le voir en Côte d'Ivoire où le Nigéria était très intrusif.

De plus, l'option militaire longtemps écartée par Nelson Mandela lors de ses négociations lors de la crise Burundaise ou de celle entre les rebelles de l'AFDL de Laurent Désiré Kabila et du Président Mobutu en 1997, sera remise en question, avec l'intervention des forces armées sud-africaines au Lesotho en 1998¹⁴. Même si cette action fut fortement controversée, elle permit de rompre avec un tabou qui voulait que l'Afrique du Sud n'intervienne pas militairement dans les affaires d'autres pays africains¹⁵.

L'emploi, si nécessaire, de l'option militaire permettrait de muscler l'action strictement diplomatique.

12. Philippe HUGON, art. cit, p. 121

13. Ivan CROUZEL, *L'Afrique du Sud : Moteur d'une nouvelle donne continentale*, in *Politique Africaine, N°88, décembre 2002*, p. 127

14. Tsitenge LUBABU, *Lesotho, le coup de griffe de Pretoria*, in *Autre Afrique, 30 septembre 1998*, p. 28

15. Il s'agissait en effet pour le pouvoir de l'ANC de faire oublier et de se détacher des multiples interventions militaires à l'époque de l'apartheid (Rhodésie du Sud du temps de Ian Smith, Mozambique et Angola au lendemain de leur indépendance)

Parallèlement, on assiste à une forte expansion non seulement du commerce extérieur mais également des investissements de l’Afrique du Sud vers les autres pays du continent. Cette expansion des entreprises sud-africaines sur le continent n’a pas contribué à forger une image constructive et efficace du pays¹⁶. Car un lien fort s’est construit entre diplomatie sud africaine et signature de contrats des États en question avec des firmes de Pretoria.

Déploiement des forces sud africaines en Afrique dans le cadre des OMP entre 1999-2002

| Pays et périodes | Types de mission | Forces déployées |
|---|--|------------------|
| RDC (depuis septembre 1999) | MONUCI, participation dans le cadre des OMP des Nations Unies. | |
| Éthiopie et Erythrée (depuis 1 novembre 2000) | Mission d’imposition à la frontière des deux états. | 8 soldats |
| RDC (depuis avril 2001) | MONUC 2, soutien logistique aux forces onusiennes. | 150 |
| Burundi (depuis octobre-novembre 2001) | Mission de protection des VIP et d’assistance militaire. | 750 |
| Comores (17 décembre 2001 au 15 janvier 2002) | Élection et désarmement. | 4 |
| RDC (décembre – janvier 2002) | MONUC 3. | 1 500 |

Source: *Africa Research Bulletin*, 2002,1 – 31, October, vol. 39, n° 10, p. 15058

L’Afrique du Sud a su tirer profit de son retour sur la scène continentale pour s’inscrire avec un certain succès dans les affaires du continent et nouer des alliances qui y renforcent son rôle et son influence. Si son hégémonisme régional et ses velléités d’expansion économique continentale suscitent quelques méfiances parmi ses partenaires et concurrents afri-

16. Christelle MARROT, Sabine GUESSOU, *Afrique du Sud: dossier*, in *Marché Tropicaux Stratégies et Investissement en Afrique*, N°3051,30 avril 2004, p. 981

cains, la nouvelle Afrique du Sud n’hésite pas à agir non sans une certaine audace sur la scène politique et diplomatique pour affermir son leadership sur le continent, faire porter sa voix dans le concert des nations et alimenter des rêves de puissance.

B. L’AFFIRMATION DE LA PRÉPONDÉRANCE SUD AFRICAINE.

Après avoir accueilli la Conférence mondiale sur le sida en 2000 et la Conférence contre le racisme en 2001, l’Afrique du Sud organisait le 26 août à Johannesburg, le sommet mondial sur le développement durable des Nations Unies. En projetant l’Afrique du Sud sur le devant de la scène internationale, ces événements planétaires ont contribué à positionner Pretoria comme un acteur clé de la scène internationale. Ils sont symptomatiques du nouveau dynamisme impulsé à la politique étrangère sud-africaine à partir de l’arrivée de Thabo Mbeki en Juin 1999.

I. UN REPOSITIONNEMENT MARQUE SUR LE CONTINENT

Ce repositionnement de la diplomatie sud-africaine sur le continent sera perceptible dans le rôle joué dans l’élaboration du NEPAD, à la mise sur pied de l’UA, au dynamisme de sa politique économique et à son implication plus marqué dans la gestion des conflits.

a. Le rôle de Pretoria dans l’élaboration du NEPAD et de l’UA

Géant économique en son continent, la nouvelle Afrique du Sud a bénéficié de son intégration au sein de la SACU et de la SADC et a réussi à y imprimer sa marque. Mais son influence s’étend au-delà des structures purement économiques. Après son intégration à l’Organisation de l’Unité Africaine en 1994, elle a activement œuvré à la transformation de cette dernière en UA (Union Africaine) et se trouve à l’origine d’un véritable programme politique pour la reconstruction et le développement du continent.

1.Thabo Mbeki et l’origine idéologique du NEPAD

Le nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique (NEPAD) dont Thabo Mbeki a été l’un des artisans est censé redéfinir les relations entre l’Afrique, les institutions financières internationales et les pays développés. À bien y voir, le NEPAD, par ses dispositions économiques du moins, apparaît être une projection continentale de la politique libérale sud-africaine, incarnée par le GEAR (Growth Employment and Redistribution), programme de croissance et de redistribution d’inspiration libérale et d’adaptation de l’économie sud-africaine à la mondialisation. Mis

en place en 1996, en remplacement du programme de reconstruction et de développement (RDP) qui était cohérent mais prudent en matière de privatisation, le GEAR va « plus loin » en ce qu'il vise au minimum la réduction du rôle de l'État¹⁷. Le NEPAD apparait ainsi comme le reflet des objectifs du GEAR puisque sur le plan de ses objectifs propres et le choix de la politique économique, des approches similaires sont mises en lumière. Le GEAR répondait aux objectifs du consensus par une politique macroéconomique de réduction des déficits et un assainissement des finances publiques doublé de la création d'un cadre favorable aux investissements étrangers. Le NEPAD répond aux mêmes exigences et critères, à travers notamment la création d'un cadre favorable au développement économique par la paix, la stabilité politique et la sécurité.

Ce programme apparaît ainsi comme étant un « GEAR continental » puisque le NEPAD s'en inspire.

b. LE NEPAD : Création et principales structures influencées par Pretoria.

L'expression institutionnelle du discours de la renaissance qu'est le NEPAD est en effet une création de Thabo Mbeki. En 2001, ce dernier élaborait avec le Nigérian Olusegun Obasandjo et l'Algérien Abdelaziz Bouteflika, le Millenium Partnership for Africa Recovery Programme (MARP).

Parallèlement, une initiative similaire était lancée, avec l'appui de la France, par le président sénégalais Abdoulaye Wade qui proposait le plan Omega¹⁸. Après quelques divergences idéologiques, les deux projets vont finalement fusionner en un plan unique, rebaptisé NEPAD.

Dans son fonctionnement, le NEPAD s'appuie sur trois structures principales. Le comité de mise en œuvre, organe exécutif présidé par Olusegun Obasandjo; le comité de pilotage (Steering committee) et le secrétariat, basé à Pretoria. Ces deux dernières structures sont présidées par le sud-africain Wiseman Nkuhlu, conseiller économique de Mbeki et également président de la Development Bank of Southern Africa (dont certains économistes furent activement impliqués dans la mise sur pied du NEPAD). La présence de W. Nkuhlu dans les instances dirigeantes du NEPAD illustre ainsi parfaitement le leadership sud-africain sur cette initiative africaine.

Afin de promouvoir le nouvel ordre continental dessiné par le NEPAD, l'Afrique du Sud a mis en œuvre une stratégie active visant à construire et à consolider autour d'elle une coalition de pays réformateurs.¹⁹

2. L'Afrique du Sud, actrice principale de la transformation de l'OUA en UA.

Pour remercier l'Afrique d'avoir contribué à rendre perméable, puis inexistant, l'embargo aérien frappant son pays, mais surtout dans un désir d'un repositionnement diplomatique légitime sur le continent et apr ricochet sur la scène mondiale, le colonel Mouamar Kadhafi avait lancé à Syrte, le 9 septembre 1999, l'idée d'une Union africaine. Celle-ci avait tout de suite trouvé un écho ailleurs en Afrique. Mais, très vite, étaient également apparues des dissensions. La compétition pour une sorte de « leadership » moral entre la notion de « renaissance africaine » du président sud-africain Thabo Mbeki et celle des « États-Unis d'Afrique » de Mouamar Kadhafi n'a pas précisément fait avancer la cause de l'union²⁰. Le leader libyen ne semblait pas avoir envisagé un seul instant que la direction des États-Unis d'Afrique ne lui revint pas de « droit » car il avait été longtemps question d'installer en Libye la capitale de ces États-Unis d'Afrique. C'est dans ce contexte diplomatique trouble, que la nouvelle Afrique Sud mettra quatre éléments d'appréciation en avant qui finiront par convaincre une grande partie de l'Afrique au sud du Sahara à ne pas signer en juillet 2000 l'Acte fondateur de l'union. D'abord, trop de précipitation dans le lancement du projet de Syrte, doublée d'une crainte de voir l'Afrique contrôlée par la Libye. Ensuite, un appui financier de la Libye se révélant ne pas être sans contrepartie, car elle avait des visées des marchés porteurs de dividendes certains dans le domaine du tourisme, de la banque et de la télécommunication que pourraient lui apporter les pays au sud du Sahara. Aussi, les victimes africaines des violences en Libye, fin 2000. Enfin une certaine indifférence, doublée d'une minimisation de ces exactions, par les officiels libyens concernés. Sur ces faits une coalition de pays au sud du Sahara menée par l'Afrique du Sud, conscients de leur « pauvreté » et soucieux de leur « souveraineté » vont se démarquer du projet des « États-Unis d'Afrique ». De la sorte, le nouveau projet d'union n'a pas été ratifié par l'Afrique du Sud, l'Angola, la République Démocratique du Congo, l'Ouganda, la Mauritanie, le Rwanda, la Tunisie, la Zambie, le Zimbabwe, le Kenya, le Mozam-

17. S/RES/1011/(1995) du 16 août 1995. « [Http://www.un.org/french/docs/sc/1997/951011.htm](http://www.un.org/french/docs/sc/1997/951011.htm) »

18. Le plan Omega (présenté en février 2001), poursuivait l'ambition de relancer les économies africaines par le biais d'une politique de grands travaux financés par la communauté internationale.

19. Ivan CROUZEL, art. cit, p.122

20. Philippe Guillaume, N PEJOUT, A KABWESGATTI, *L'Afrique du Sud : dix ans après la transition accompli*, Paris, Karthala, 2004, p. 243

bique, le Nigeria, l'Erythrée. C'est Thabo Mbeki qui a finalement eu gain de cause²¹, faisant tourner en sa faveur la présidence de l'UA qui a finalement été lancée par Thabo Mbeki et la tenue de sa première session ordinaire sur ses terres à Durban en juillet 2002. Sans cet activisme de Thabo Mbeki, Kadhafi serait devenu le premier président de l'UA si le lancement de cette institution avait été différé comme il l'avait proposé au sommet de 2003 en Libye.

Ainsi, le gouvernement sud-africain s'efforce-t-il de promouvoir l'idée d'un continent uni, la constitution d'un « continuum africain » créant les conditions des ambitieuses réformes préconisées par le NEPAD. Avec le soutien du Nigeria, Pretoria a ainsi obtenu que l'Acte constitutif de l'UA reconnaisse certains mécanismes d'intervention (y compris militaire), dans la résolution et la gestion des conflits sur le continent.

II. L'EXPANSION DU CAPITAL SUD-AFRICAIN EN AFRIQUE

L'extension du champ d'influence sud-africain s'appuie sur la présence consolidée du pays dans les secteurs économiques. L'Afrique du Sud engendre 40 % de la production industrielle du continent, fabrique 70 % de son électricité, 65 % de son acier, assure la moitié de son trafic ferroviaire et recèle 50 % de son parc automobile, 45 % de ses minéraux et près de la moitié de son réseau téléphonique.²²

a. L'Alliance entre le politique et l'économie.

Dans son entreprise de « pacification » continentale, l'Afrique du Sud ne s'est pas départie des intérêts des multinationales et des milieux d'affaires nationaux. La diplomatie sud-africaine s'aligne ainsi sur les intérêts des milieux d'affaires sud-africains. Deux exemples en sont l'illustration. Le premier concerne la RDC, dans laquelle les entreprises sud-africaines se sont positionnées dans la lignée des efforts diplomatiques²³. Le barrage d'Inga sur le fleuve Congo, fait l'objet d'un grand projet dont ESKOM, la compagnie sud-africaine d'électricité est le maître d'œuvre. Ce projet s'ajoute au Lesotho High Water Project (LHWP) qui doit fournir de l'énergie à une partie du territoire sud-africain. En outre, la RDC revêt une importance capitale pour l'Afrique du Sud dans la mesure où l'entrée en 1997 de ce pays dans le giron de la SADC a été

une étape décisive dans la stratégie sud-africaine de déploiement diplomatique et économique à l'échelle du sous-continent. Les entreprises sud-africaines, minières notamment, se sont déployées dans ce pays à la recherche d'opportunités économiques suites aux accords de paix de 2002. En 1998 déjà, trois compagnies sud-africaines, ISCOR, GENCOR et JCI, figuraient parmi les sept entreprises ayant soumissionné pour l'appel d'offre de la Gecamine (RDC) concernant l'exploitation de la région de Kolwézi considérée comme prioritaire par Kinshasa. Cette affaire a mis en lumière la présence de la compagnie sud-africaine De Beers, branche diamantaire de l'Anglo-American, seule apte à écouler au niveau mondial les gemmes congolaises. Les entreprises sud-africaines remporteront le marché en lieu et place du groupe minier américain American Mineral Field²⁴.

Le second concerne le Soudan, pays doté de ressources pétrolière,²⁵ dans laquelle la nouvelle Afrique du Sud apportera un soutien logistique à la mission militaire africaine par la présence de 85 policiers et de 437 militaires. La présidence sud-africaine du comité de reconstruction se doublera ainsi d'un intérêt national comme en témoignage l'accord signé entre une entreprise sud-africaine et une compagnie pétrolière nationale.

b. Les investissements et les exportations en hausse.

Les investissements sud-africains ont su profiter de la vague de libération imposée en Afrique par les programmes de réajustement structurels et l'ouverture de nouveaux marchés, rendue possible par la fin des conflits touchant la région (RDC, Angola). Aussi la nouvelle politique macroéconomique mise en place par Mbeki (GEAR) présupposait une augmentation annuelle de 10 % des exportations de produits manufacturés. Pretoria s'est donc lancée dans une politique très active de projection économique sur le continent. Avec près de 14 milliards de dollars d'investissements entre 1995 et 2005, Pretoria a vu ses échanges commerciaux augmenter de 36 % entre 1998 et 2000, devenant aujourd'hui le premier investisseur sur le

21. Amaizo Yves EKOUE, *de l'OUA à L'Union Africaine, in Afrique Contemporaine, N°197, 1 trimestre 2001, p. 99*

22. SALAZAR, *Afrique du Sud: la révolution fraternelle, Paris Herman, 1998, p.100*

23. Pierre Paul DIKA, *l'Afrique dans la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud, in Recherches Internationales, N°78, 2006, p. 126*

24. Ce groupe américain a d'ailleurs porté plainte contre Anglo-américain pour sabotage de marché en lui réclamant trois milliard de dollars US

25. La découverte du pétrole dans le sud du pays en 1981 par la compagnie américaine Chevron est liée à la reprise de la guerre dans cette région, (après un armistice qui dura 10 ans entre le gouvernement central et le mouvement sudiste Anya Nya)entre le gouvernement central et l'ancien leader rebelle John Garang. À l'heure actuelle, le pays qui a effectué ses premières livraisons de pétrole le 30 août 1999, produit près de 500 000 barils de pétrole par jour

reste du continent ²⁶. Les exportations de l'Afrique du Sud vers le marché africain ont aussi considérablement augmenté: de 5 milliards de rands sud-africains en 1991, elles ont réalisé un bond vertigineux pour passer à 43 milliards en 2002.

3. Le dynamisme des entreprises sud-africaines.

Tirant parti de l'intégration à la SADC de pays n'appartenant pas géographiquement à la sphère de l'Afrique australe ou pouvant revendiquer une double appartenance géographique, c'est en fait à l'ensemble de l'Afrique subsaharienne que les entreprises sud-africaines s'intéressent. Elles y sont en première ligne: les sept seules compagnies africaines parmi les cinquante plus importantes multinationales basées dans les pays en voie de développement sont sud-africaines. Parmi elles, la compagnie papetière Sappi, la compagnie pétrochimique Sasol, la compagnie de télécommunication MTN, les brasseries SAB Miller (2e mondial) et le géant minier AngloGold (premier producteur mondial).

Commerce sud africain avec le reste du continent

| PAYS | Expor- tation sud-afri- caine en 2001 | Expor- tation sud-afri- caine en 2002 | Rang dans le commerce total en 2002 | Crois- sance annuelle 2001- 2002 |
|-----------------|---|---|---|--|
| Kenya | | | 25 | |
| Mozam- bique | | | 11 | |
| Zambie | | | 13 | 13,8 % |
| Angola | 2621 496 | | 21 | |
| Nigeria | | | 22 | |
| Maurice | | | 23 | |
| Mada- gascar | | | 51 | |
| Tanzanie | | | 27 | |
| Ghana | | | 40 | |
| RD Congo | | | 33 | |
| Zim- babwe | | | 8 | |
| Maroc | | | 36 | |

Sources: *Marchés Tropicaux Stratégies et Investissement*, N° 3051,30 avril 2004, p. 980.

Servie par son avance technologique, l'Afrique du Sud vend surtout des produits finis à forte valeur ajoutée à ses partenaires économiques africains: 70 % du volume global des exportations, essentiellement des machines – outils, engins mécaniques, produits chimiques ou en acier, matériel de transport, armes. Ce qui traduit corrélativement la faiblesse du tissu industriel de ces économies. Les exportations progressent en direction des pays d'Afrique de l'Est et de l'Ouest, avec une percée significative dans le golfe de Guinée, offrant des débouchés à l'industrie pétrolière et gazière du pays. Au Nigeria, au Gabon et en Angola, les entreprises sud-africaines sont à pied d'œuvre pour satisfaire les besoins à la fois en ingénierie et en mécanique.²⁷

Les compagnies investissent également le secteur minier (notamment au Ghana, Mali, Burkina Faso et Guinée). La pénétration du marché nord-africain où le Maroc et l'Algérie sont les deux premières destinations des exportations sud-africaines s'effectue plus timidement, pour des raisons tenant tout à la fois aux différences culturelles, aux divergences politiques et aux pesanteurs liées à la réglementation économique et douanière des pays concernés. En outre, la reconnaissance de la République Arabe Sahrouie par Pretoria affecte indéniablement ses relations avec Rabat²⁸.

En Algérie, l'Afrique du Sud est engagée dans des projets touchants à des secteurs aussi variés que les mines, les raffinages du pétrole, la pétrochimie, les transports, les télécommunications ou le traitement des eaux.

Les autorités de l'Afrique du Sud ont fait montre d'un volontarisme politique, diplomatique et économique sur le continent. Sa politique africaine, initialement imprégnée par l'héritage de la lutte menée par l'African national Congress (ANC), a subi notamment sous Thabo Mbeki une réorientation marquée par une approche plus pragmatique des problématiques et qui s'est caractérisée par une audace dans la conduite de leurs affaires politiques. Mais l'émergence spectaculaires de l'ex-nation de l'apartheid ne peut entièrement voiler les fragilités dont elle souffre et qui laissent planer le doute sur les réelles capacités du pays à caractériser ses ambitions, sans passer sous silence la méfiance que ses pairs africains manifestent à son égard.

26. Olivier LUMENGA NESO, *Intégration économique en Afrique de l'Est et du Sud: une perspective sur les marchés financiers*, in *Saving and Development*, N°3, volume 25, 2001, p. 243

27. Guillaume Merveilleux DE VIGNAUX, *Afrique du Sud, émergence d'une puissance africaine*, mars 2008, p. 27

28. Guillaume Merveilleux DE VIGNAUX, art. cit., p. 26

C. LES OBSTACLES AU PROJET AFRICAIN DE PRETORIA

L'Afrique du Sud, dont le territoire ne couvre que 3,75 % de l'Afrique et dont le PIB représente 25 % de celui de l'ensemble du continent, s'appuie sur sa prééminence régionale pour étendre sa suprématie à l'ensemble du continent. Actrice de premier plan, elle se trouve aujourd'hui face au paradoxe de la méfiance des pays d'Afrique qui la soupçonne de visées hégémoniques, ce qui entrave énormément son action sur le continent.

I. UNE CAPACITÉ D'ACTION LIMITÉE

L'action diplomatique de Pretoria est limitée par des problèmes internes de restructuration et la construction de blocs régionaux d'où elle est absente.

a. Problèmes internes.

Les restructurations internes dans l'administration limitent la capacité d'intervention du gouvernement sud-africain. La réaffectation des crédits aux dépenses sociales internes²⁹, qui suppose une réduction du personnel et l'application de la politique « d'affirmative action », parfois en faveur de personnes moins qualifiées ont obéré les capacités d'analyse et de gestion du Department of Foreign Affairs/Ministère des Affaires Étrangères (DFA)

Les mêmes problèmes existent au ministère de la Défense et dans les armées. Depuis 1994, l'armée sud-africaine a dû faire face à l'intégration des guérillas noires anti-apartheid et à une réduction des effectifs sur fond d'antagonismes profonds hérités de l'ancien régime, dont le massacre d'officiers blancs par un lieutenant noir le 16 septembre 1999 en a fourni une illustration dramatique. La South Africa National Defense Force (SANDF) encore sous le coup de ces restructurations a des capacités de projection extrêmement limitées.

Cet état de faiblesse relative oblige Pretoria à composer avec des groupes d'intérêts multiples et parfois divergents (grandes entreprises nationales et étrangères, communautés étrangères, compagnies de sécurité privées, composantes de l'ANC...) ce qui affaiblit d'autant la cohérence de son action extérieure.

b. Les blocs régionaux sans l'Afrique sans l'Afrique du Sud

Quelques initiatives concrètes sont apparues pour limiter l'influence économique et commerciale

29. Valerie PASCAL, *La politique étrangère de Thabo Mbeki, in Afrique Contemporaine, N°192, 4e trimestre 1999, p. 16*

sud-africaine, notamment le marché commun des États d'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'initiative transfrontalière (CBI)

La première organisation créée en Novembre 1994 et qui rassemble vingt et un pays ³⁰, soit un ensemble de 380 millions d'habitants, a pour finalité d'éliminer les droits de douane entre les pays membres et donne l'obligation à ceux-ci de venir s'approvisionner en priorité auprès des autres membres.

La seconde créée en 1993 sous l'égide de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI), l'Initiative Transfrontalière/ Cross Border Initiative (CBI)³¹ ne constitue pas en soi une organisation, mais un cadre de coordination de politique économique (mesure en vue de libéraliser le commerce, harmoniser les politiques fiscales.)

Malgré les difficultés pour ces organisations d'atteindre leurs ambitions, la nouvelle Afrique du Sud les perçoit comme un obstacle à son expansion commerciale.

L'ambition continentale de Pretoria, en plus des freins qu'elle connaît déjà, doit aussi faire face à la résistance des « tenants de l'ordre ancien »

II. LES RÉSISTANCES AUX PROJETS DE L'AFRIQUE DU SUD

Les initiatives continentales sud-africaines soulèvent de fortes réticences africaines, et le pays se heurte à l'hostilité de ses concurrents, agacés par l'arrogance de Pretoria et par certains de ces choix.

a. Les freins africains

L'Afrique du Sud butte sur parfois sur la concurrence de certains États aux fortes ambitions africaines. Le Nigeria, le plus peuplé d'entre eux (122 millions d'habitants en 2000) observe avec méfiance les médiations conduites par Thabo Mbeki dans ce qu'il considère comme sa sphère internationale³². L'Angola, qui apprécie peu les leçons de bonne gouvernance de Pretoria, affiche de son côté des ambitions alimentées par la manne financière du pétrole et soutenues par une armée sophistiquée et aguerrie par plus de 20 ans de conflit³³. Aussi le NEPAD est parfois présenté par certains leaders africains, comme une version africanisée

30. Philippe HUGON, art. cit, p. 119

31. Quatorze pays d'Afrique centrale et orientale composent la CBI. L'Afrique du Sud dispose d'un statut d'observateur.

32. Jean Bernard VERON, *l'Afrique du Sud et le Nigeria : du maintien de la paix à la recherche d'un positionnement stratégique sur le continent africain*, in *Afrique Contemporaine*, N°219, 2006, p. 170

33. (C)MESSIANT, (M) ROLAND, *les chemins de la*

de la politique du FMI et de la Banque Mondiale³⁴, autrement dit comme un programme d'ajustement structurel auto-imposé.

Dans la même logique, la Libye se trouve à l'avant-poste de la contestation du projet prôné par Mbeki, dont le pays n'a pas connu d'élections depuis 1969, elle stigmatise logiquement le NEPAD dont elle rejette, au même titre que le Zimbabwe de Robert Mugabe, les conditionnalités dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de la bonne gouvernance.

b. Les grandes craintes des « nouveaux impérialistes » sud-africains.

Il existe sur le continent, et plus particulièrement en Afrique australe, une méfiance à l'égard de l'hégémonie sud-africaine. Certains pays de la SADC (notamment le Zimbabwe et la Namibie) dénoncent ainsi la domination économique de la nouvelle Afrique du Sud sur la région et le risque de désindustrialisation qu'elle induit sur leur propre économie³⁵. En Tanzanie, l'opposition a reproché au président (son nom ?) d'encourager les firmes sud-africaines à « coloniser » le pays, par le biais de privatisations.

CONCLUSION

Réactivant et endossant le thème de la renaissance africaine, le successeur de Nelson Mandela, Thabo Mbeki, va entamer dès 1999 un virage pragmatique de la politique africaine de Pretoria. Cette politique s'est caractérisée par la prépondérance sud-africaine sur le continent, notamment par une forte poussée commerciale de ses entreprises. La mise sur pied du NEPAD et la refonte de l'UA, fondées sur la volonté politique d'un groupe de chefs d'État emmenés par Thabo Mbeki, masquait mal le manque d'adhésion totale de toute l'Afrique. Si son hégémonisme régional et ses velléités d'expansion économique continentale suscitent des résistances, Pretoria n'hésite guère à agir non sans une certaine audace sur la scène politique, militaire, diplomatique et économique pour affermir son leadership sur le continent, faire porter sa voix dans le concert des nations et alimenter ses rêves de puissance.

BIBLIOGRAPHIE

Archives diplomatique de Nantes carton 551po/B/31. *Affaires militaires et politiques. Rapport de troubles sociaux N 45/AL du 29 janvier 1962*

Africa Research Bulletin, 2002,1 – 31, October, vol 39, N° 10, p. 15058

CROUZEL Ivan, *L'Afrique du Sud : moteur d'une nouvelle donne continentale*, in *Politique Africaine*, N 88, Décembre 2002,189p, pp.127

DE VIGNAUX Guillaume, *Afrique du Sud, émergence d'une puissance africaine*, mars 2008, pp 27

DIKA Pierre, *L'Afrique dans la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud*, in *Recherches Internationales*, N 78, 2006,128p, pp28.

EKOUE Amaizo, *De l'OUA à l'Union Africaine*, in *Afrique Contemporaine*, N° 197, 2001,146p, pp99

GUILLAUME P, PEJOUT N, KABWE-SEGATTI A, *L'Afrique du Sud : dix ans après la transition accomplie*, Paris, Karthala, 2004,368pp 243

HUGON Philippe, *L'Afrique du Sud et l'intégration régionale à la lumière des théories du nouveau régionalisme*, in *Afrique Contemporaine Spéciale*, 4e Trimestre 1997,164p, pp.118

LAFARGUE François, *Géopolitique de l'Afrique du Sud*, Paris, Complexe, 2005, 149p

MARAIS Hien, *Les ambivalences du projet sud-africains de la renaissance africaine, ses penseurs et ses détracteurs*, in *Alternatives Sud*, N 4, volume X, 2003,204p, pp.179

LUBABU Tsitenge, *Lesotho, le coup de griffe de Pretoria*, in *L'Autre Afrique*, N° 61, 30 septembre 1998,66p, pp.28

LUMENGA NESO, *Intégration économique en Afrique de l'Est et du Sud : une perspective sur les marchés financiers*, in *Saving and Development*, N° 3, Volume 25, 2001,387p, pp243.

MARROT C et GUESSOU S, *Afrique du sud : dossier* in, *Marchés Tropicaux Stratégies et Investissement en Afrique*, N° 3051, 30 avril 2004,1024p, pp981

SALAZAR P, *Afrique du Sud, la révolution fraternelle*, Paris, Hermann, 1998,121p, pp100.

guerre et de la paix, des conflits en Afrique australe, Paris, Karthala, 1997, p. 200

34. Ian TAYLOR, *la politique sud-africaine et le NEPAD ; Contradictions et compromis*, in, *Politique Africaine*, N°91, Octobre 2003, p. 198

35. Christelle MARROT, Sabine GESSOU, art. cit, p. 119